

Questions orales

M. Clark: Non pas les lignes directrices, mais les critères, et peut-être aussi les changements à apporter dans la loi canadienne. J'ai déjà écrit une lettre aux présidents de deux sociétés de la Couronne, savoir la société Air Canada et le CN, pour leur communiquer la position du gouvernement canadien.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉPOSER UNE COPIE DE LA LETTRE ENVOYÉE À DEUX SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

M. Fabien Roy (Beauce): Je désire poser une question supplémentaire. Étant donné que le premier ministre se réfère à la lettre qu'il a adressée à deux présidents de sociétés de la Couronne, j'aimerais lui demander s'il accepterait de déposer copie de cette lettre à la Chambre. J'aimerais également savoir si des instructions précises ont été données quant à la participation de certaines sociétés à une campagne de souscription en vue de recueillir des fonds au nom des autres sociétés.

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas les lettres en main aujourd'hui, mais je les aurai probablement demain, et je les déposerai. J'ajouterai qu'aucune directive précise n'a été donnée aux autres fonctionnaires nommés par l'honorable député.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LA POURSUITE DES PERSONNES QUI SONT EN DÉFAUT DE PAIEMENT D'HYPOTHÈQUES

L'hon. J. Gilles Lamontagne (Langelier): Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre en charge de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

[Traduction]

Le gouvernement semble prêt à se couper le nez pour se défigurer. D'une part, il hausse les taux bancaires et, partant, les taux hypothécaires à des niveaux encore jamais atteints, et, de l'autre, il menace de poursuivre ceux qui n'arrivent pas à faire leurs versements hypothécaires. Songe-t-on sérieusement à faire traduire en justice ceux qui ne peuvent rembourser leur hypothèque parce que le gouvernement a pour politique de hausser les taux d'intérêt?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je voudrais donner au député l'assurance que je ne tiens pas particulièrement à me montrer dur envers qui que ce soit, surtout si les taux d'intérêt élevés sont en partie la cause des difficultés. D'autre part, certaines circonstances et certaines politiques malheureuses ont apparemment placé la SCHL dans une situation telle qu'elle ne servirait pas au mieux les intérêts des contribuables canadiens si elle négligeait de recourir à certains moyens juridiques ordinaires.

[M. Clark.]

● (1430)

[Français]

MESURES VISANT À AIDER CEUX QUI NE PEUVENT PAYER LEUR HYPOTHÈQUE

L'hon. J. Gilles Lamontagne (Langelier): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

La charge supplémentaire, depuis trois mois, à cause de la hausse du taux d'intérêt sur une hypothèque de \$50,000 est déjà augmentée de \$1700. Qu'est-ce que le ministre a l'intention de faire pour aider les gens qui ne peuvent pas assumer cette charge supplémentaire, à cause d'un budget très serré?

[Traduction]

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, les Canadiens qui ont besoin d'aide ne sont pas seulement ceux qui ont des problèmes particuliers de logement; le problème est beaucoup plus vaste que cela. Le gouvernement se préoccupe certainement de ce qu'il devrait faire, mais certaines des politiques qu'il a déjà mises en œuvre, notamment le crédit d'impôt pour les intérêts hypothécaires et les taxes municipales, atténueront les effets de la hausse des taux d'intérêt.

Bien entendu, ce programme ne s'applique pas à tous les Canadiens, mais on ne peut pas dire non plus que le crédit d'impôt au titre des enfants aide les couples qui n'ont pas d'enfant. Il n'y a pas non plus tellement de jeunes qui reçoivent des chèques de pension de vieillesse. Le problème n'est pas si simple que cela.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT VA FAVORISER LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS À LOUER

Mme Céline Hervieux-Payette (Mercier): Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, et j'aimerais lui demander s'il sait que le projet de loi relatif au crédit hypothécaire sur le logement va accroître de façon considérable la conversion des logements en condominiums. Comme le secteur du logement locatif s'est détérioré et a diminué de 32 p. 100 en septembre, des mesures ont-elles été prévues dans le projet de loi pour prévenir la conversion de logements en condominiums et favoriser la reprise de la construction de logements à louer de façon à protéger les locataires qui sont souvent des personnes âgées ou encore des familles à faible revenu?

[Traduction]

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre de l'Expansion économique régionale): Il y a des mesures qui aideraient énormément les catégories de Canadiens dont l'honorable représentante a parlé et elle connaîtra tous les détails en même temps que les autres députés. Nous essayons de trouver des moyens de résoudre ces problèmes, mais l'honorable représentante comprendra certainement que nous ne pouvons pas faire autant que nous le voudrions dans le cadre de notre politique de logement. Bien des députés aimeraient que nous adoptions un programme qui s'appliquerait à tous les logements. Certaines des provinces ont déjà pris des mesures en ce sens. Nous ne pouvons cependant pas tout faire à la fois.